

ATTESTATION SUR L'HONNEUR
Demande de communication des listes électorales des communes du département de l'Isère

Je soussigné(e) :

représentant(e) du parti/groupement politique :

sollicite la communication des listes électorales des communes du département de l'Isère à l'adresse mail suivante :@.....

Le parti/groupement que je représente s'engage à ne pas faire un usage commercial des renseignements figurant sur les listes communiquées.

Doivent être considérées comme un usage commercial la commercialisation de données mais également leur utilisation dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but lucratif.

L'usage commercial d'une liste électorale est puni d'une amende de 15 000€ (article L. 113-2 du code électoral).

J'atteste avoir pris connaissance des dispositions suivantes :

- les différents usages susceptibles d'être faits des données contenues dans les listes électorales constituent des traitements de données personnelles devant être mis en oeuvre conformément au respect des principes relatifs à la protection des données.
- je devrais informer les électeurs des mentions listées à l'article 14 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).
- les tris sur le lieu de naissance des électeurs et/ou sur la consonance des noms susceptibles de faire apparaître les origines raciales ou les appartenances religieuses, qu'elles soient réelles ou supposées, sont interdits.
- en cas d'utilisation des listes électorales pour procéder à l'envoi de courriers ou à la réalisation d'enquête, je devrais informer les électeurs :
 - de mon identité et de mes coordonnées ;
 - des coordonnées du délégué à la protection des données ;
 - de l'origine des données utilisées (la liste électorale à partir de laquelle ces données ont été collectées) ;
 - de la, ou des, finalité(s) du traitement pour lequel les données sont collectées ainsi que la base juridique du traitement (mission d'intérêt public ou intérêt légitime du responsable) ;
 - de la durée de conservation des données ;
 - des modalités d'exercice de leurs droits d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et d'effacement, et notamment du moyen de s'opposer gratuitement à la réception de nouveaux courriers (par exemple, par l'envoi d'un courriel à une adresse mail).
 - de leur droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

À....., le

[signature]